

## **NON AUX IDEX ! NON A UNITI à Toulouse !**

Alors que le projet d'Idex UNITI devait apporter gloire et prospérité à l'Université de Toulouse, les récentes élections dans les établissements fondateurs du PRES toulousain ont vu de nouvelles équipes arriver, notamment parce qu'elles avaient affiché leur opposition au projet UNITI. Les initiatives d'excellence parachevaient une vaste entreprise de déstructuration du paysage de l'enseignement supérieur et de la recherche dont le pacte pour la recherche et la LRU avaient constitué des étapes préliminaires. Le rejet de l'Idex toulousain ne marque pas simplement le rejet de décisions prises dans l'opacité, via la mise à l'écart des personnels et des divers conseils. Il ne marque pas simplement le rejet d'une gouvernance qui souhaite gérer un service public comme une grande entreprise privée. Il ne marque pas simplement le rejet d'une politique dite « d'excellence » mais, en fait, d'exclusion. Il marque la volonté d'en finir avec des années de dérive, d'abandon du service public au service d'une économie de la connaissance soucieuse avant tout de rendement financier et de course stupide à la figuration dans des classements dont tout le monde sait le peu de fiabilité et le peu de pertinence. Aujourd'hui, à Toulouse comme ailleurs en France, nous attendons que les engagements oraux se traduisent dans la réalité. L'intersyndicale n'admet pas que les perspectives de changement soient diluées dans des pseudo-mesures qui ne remettent pas en cause le fond même du processus des Idex, quel que soit le nom qu'on lui donne. Nous n'acceptons qu'il puisse être dit que le projet UNITI ne nécessite que quelques « aménagements à la marge » ; il ne suffit pas de dire que le projet de fusion a fait place à un objectif de fédération si la gouvernance sous-jacente reste essentiellement la même et il ne sert à rien d'aménager le calendrier si le résultat final reste, peu ou prou, dans la ligne du projet initial.

L'intersyndicale réaffirme son **opposition totale au principe même des processus « d'excellence »**. Ces processus apportent la division entre les différents sites et organismes dédiés à l'enseignement supérieur et à la recherche au niveau national mais aussi à l'intérieur même des sites lauréats. Ils sont basés sur une propagande mensongère du « davantage d'argent » qui cherche à masquer un désengagement progressif de la puissance publique dans le financement de l'ESR et un accroissement des disparités entre les disciplines universitaires, voire l'abandon de certaines au profit de quelques secteurs, en dépit de toute politique rationnelle de recherche. **L'intersyndicale exige un positionnement clair de la part des nouvelles équipes dirigeantes sur le site toulousain et rappelle que les points suivants constituent un préalable incontournable à l'ouverture d'états généraux pour la mise en oeuvre d'une nouvelle politique pour l'enseignement supérieur et la recherche à Toulouse :**

- Dénonciation de la convention de préfinancement (signée par un administrateur provisoire et sans que le CA du PRES ait été consulté)
- Abandon du projet de l'Idex UNITI à Toulouse

L'intersyndicale dénonce également, dans le sillage de l'Idex, la pratique généralisée de cooptation conduisant à la création d'assemblées illégitimes comme le Sénat Académique dont nous demandons la dissolution immédiate au profit d'un retour à un mode de fonctionnement collégial et au renforcement du rôle des conseils centraux démocratiquement élus.

Signataires : SNTRS-CGT, SNCS-FSU, SUD Solidaires, SGEN